



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 05/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **IRIS OHYAMA**

Parc d'activité Le Levant  
Avenue Marguerite Perey  
77127 Lieusaint

Référence : E4/26-0733  
Code AIOT : 0006520865

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement IRIS OHYAMA implanté Parc d'activité Le Levant 990 Avenue Marguerite Perey 77127 Lieusaint. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IRIS OHYAMA
- Parc d'activité Le Levant 990 Avenue Marguerite Perey 77127 Lieusaint
- Code AIOT : 0006520865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IRIS OHYAMA FRANCE a bénéficié de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/028 en date du 03/05/2018 l'autorisant à exploiter une usine de fabrication de mobilier plastique et son centre logistique situés ZA du Parc du Levant à LIEUSAIN.

Elle a également bénéficié de l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/045 du 05/07/2019 de prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation de silos de stockage de matières premières

plastiques sur le site de LIEUSAIN.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 2

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conditions de stockage dans la cellule 3	AP de Mise en Demeure du 14/10/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Modifications du site	Autre du 04/06/2024	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas la mise en demeure prise à son encontre par arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/149 du 14/10/2025.

Suite à l'inspection, l'exploitant doit apporter des réponses sur les points suivants : conditions de stockage dans la cellule 3 et conditions de stockage au niveau de la mezzanine du hall de production.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage dans la cellule 3

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/10/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Respect des conditions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société IRIS OHYAMA FRANCE, sise 990 avenue Marguerite Perey - ZA du Parc du Levant sur la commune de Lieusaint (77127), est mise en demeure de respecter, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision, les dispositions de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/028 du 03/05/2018 qui prévoit que « [...] Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</li> <li>- Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum [...] ».</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 14/08/2025, l'inspection avait constaté que les conditions de stockage imposées aux matières stockées en masse n'étaient pas respectées dans la cellule 3, et notamment la surface maximale des îlots au sol et la largeur des allées entre îlots.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater que ces conditions de stockage n'étaient toujours pas respectées dans la cellule 3.</p> <p>L'inspection considère que l'exploitant n'a pas satisfait aux prescriptions de l'article 7.4.2 de</p>

l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/028 du 03/05/2018 et qu'il ne respecte donc pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure du n° 2025/DRIEAT/UD77/149 du 14/10/2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier du respect des conditions de stockage imposées aux matières stockées en masse (surface des îlots, hauteur de stockage et largeur des allées entre les îlots) dans la cellule 3 de l'entrepôt.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Modifications du site

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 04/06/2024
<b>Thème(s) :</b> Autre, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le dossier de porter à connaissance relatif au stockage de matières premières pour la fabrication des masques chirurgicaux au niveau de la mezzanine du hall de production a été transmis par courrier du 21/03/2024. Le dossier conclut que le stockage a un impact maîtrisé en termes de dangers. Il est également recommandé de réaliser une étude ingénierie sécurité incendie de la mezzanine. Par courrier électronique du 04/06/2024, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de réaliser une étude ingénierie sécurité incendie de la mezzanine du hall de production et de lui transmettre dès réception.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater la présence du stockage de matières premières pour la fabrication des masques chirurgicaux au niveau de la mezzanine du hall de production et de la salle blanche.  L'étude ingénierie sécurité incendie de la mezzanine demandée par l'inspection des installations classées dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance n'a pas été réalisée. Il a été indiqué à l'exploitant qu'il serait relancé sur ce point par courrier préfectoral.  S'agissant des caractéristiques du stockage présent le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de leur conformité avec les configurations de stockage prises en compte dans le porter à connaissance transmis par courrier du 21/03/2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier que les caractéristiques du stockage de matières premières pour la fabrication des masques chirurgicaux au niveau de la mezzanine du hall de production et de la salle blanche au jour de l'inspection correspondent aux hypothèses retenues pour ce stockage

dans le porter à connaissance transmis par courrier du 21/03/2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

